



Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA)

Présentation au Conseil territorial de santé
14/09/2017



— TERRE D'AVENIRS —

Contacts :

mtanniou@cd-essonne.fr

ddeplanche@cd-essonne.fr



1

PRESENTATON DU DISPOSITIF

Un dispositif issu de la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) entrée en vigueur le 1er janvier 2016

- **La prévention de la perte d'autonomie devient un axe essentiel de la politique à destination des personnes âgées**
- **Mise en place du dispositif de la Conférence des financeurs dans chaque département :**

Objectif :

- Un programme de financement coordonné qui comprend:
 - Des actions en complément des prestations réglementaires et légales
 - Le développement d'actions déjà existantes
 - Le financement de nouvelles actions (innovantes)

Pour la mise en œuvre :

- Utilisation de concours nationaux de la CNSA
- Diagnostic de recensement des actions de prévention et des besoins.

Deux leviers d'intervention : coordination et financement

Logique partenariale, Stratégie commune

Membres de droit :

Département , ARS, mutualité française, MSA, ANAH, CNAV, CPAM, RSI, AGIRC & ARRCO, Association des maires de l'Essonne, CRAMIF

Programme coordonné de financement des actions de prévention sur le territoire de l'Essonne

Des actions collectives et individuelles en complément des prestations existantes

Dynamiser les politiques de prévention

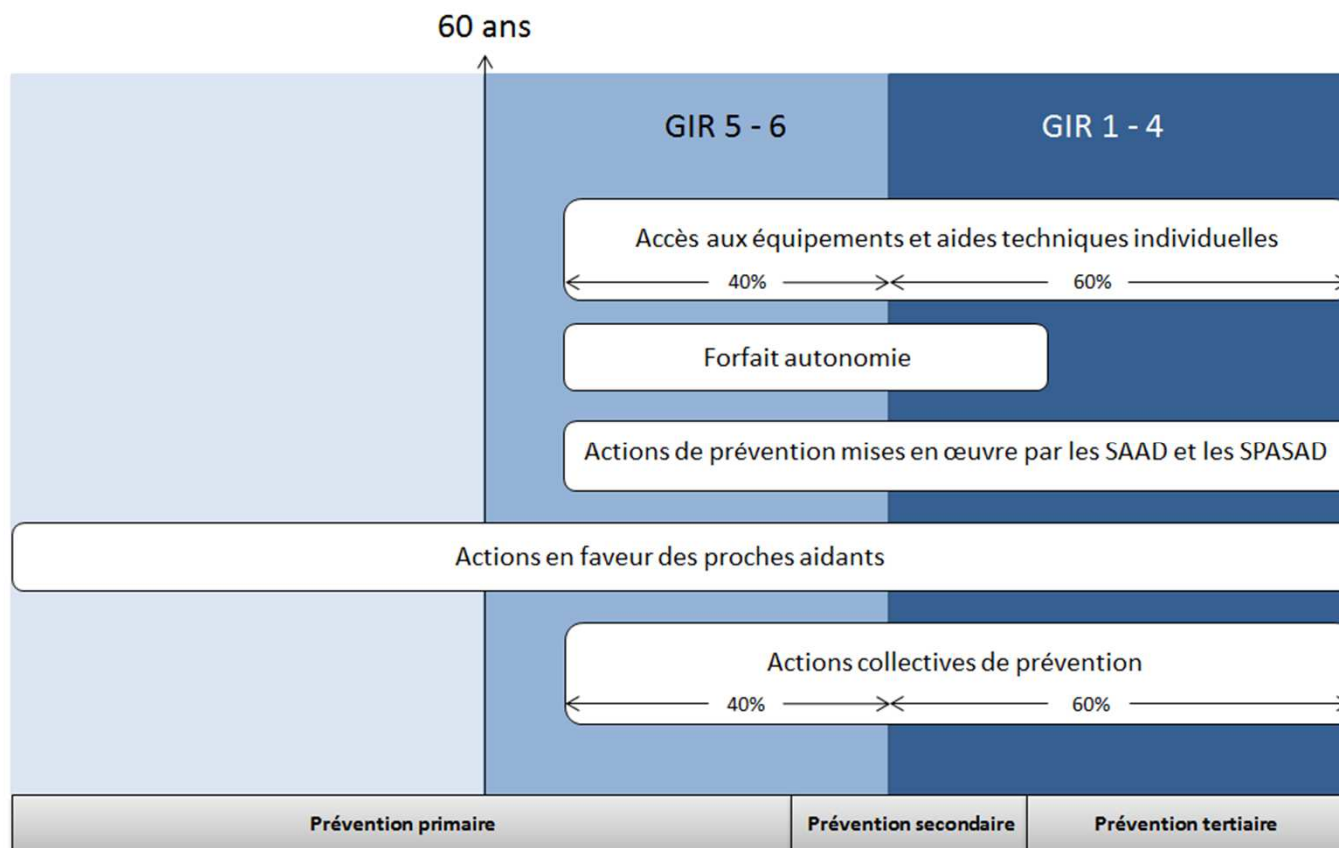
Thèmes :

- 1- Accès aux équipements et aides techniques individuelles
- 2- Forfait autonomie
- 3- prévention par les SAAD
- 4- Prévention par les SPASAD
- 5- Soutien aux proches aidants
- 6- Actions collectives de prévention

Concours financiers de la CNSA

- Forfait autonomie
- Autres actions de prévention

Publics et actions financés



Les 6 thèmes (axes prioritaires) du dispositif



DIAGNOSTIC

1) Diagnostic des besoins des personnes âgées de 60 ans et plus

- Démographie générale
- Dépendance et fragilités
- Conditions de vie
- Offre de soins

2) Recensement des initiatives locales existantes

- Présentation globales
- Actions collectives de prévention
- Aides techniques
- Aide aux aidants

3) Présentation du programme coordonné

2

DIAGNOSTIC DES BESOINS DES PERSONNES AGEES DE 60 ANS ET PLUS

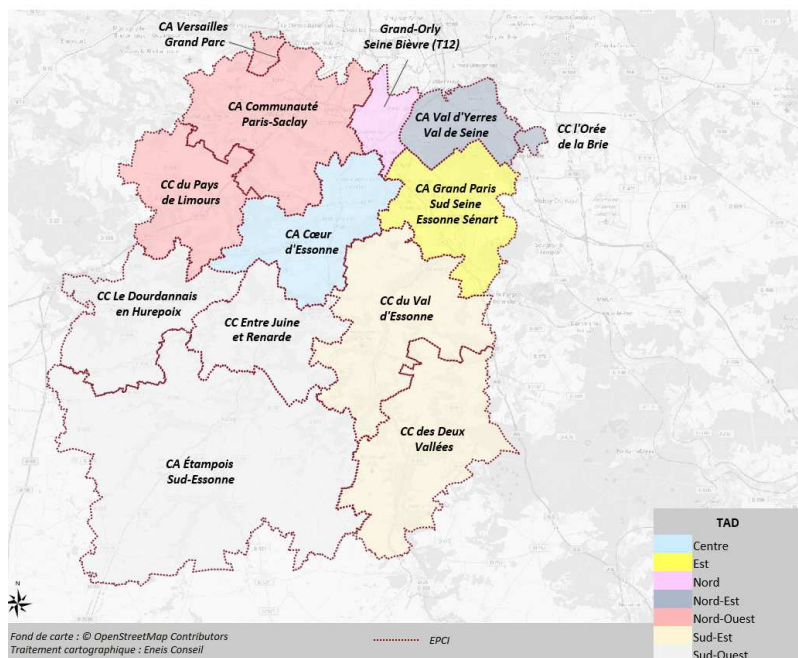
2.1 - Démographie générale



Présentation du département

Diagnostic

Cartographie des EPCI et des Territoires d'Action (TAD) du Département

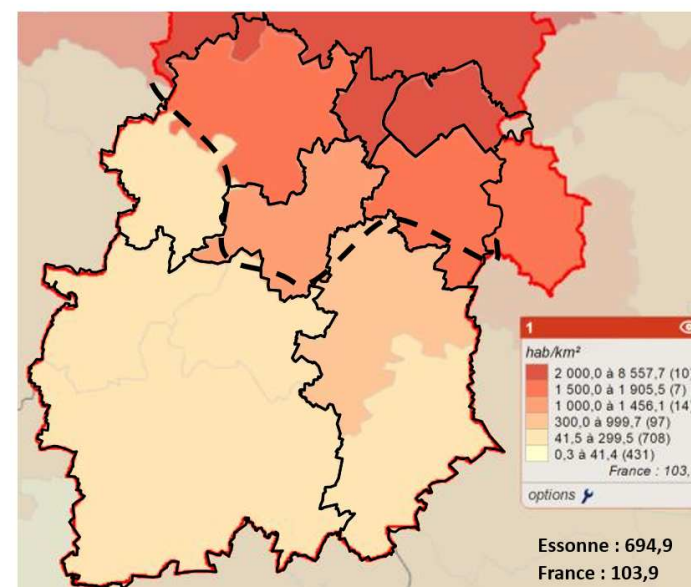


CA Cœur d'Essonne
CA Communauté Paris-Saclay
CA Étampois Sud-Essonne
CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart
CA Val d'Yerres Val de Seine
CA Versailles Grand Parc (C.A.V.G.P.)
CC des Deux Vallées
CC du Pays de Limours (Ccpl)
CC du Val d'Essonne (Ccve)
CC Entre Juine et Renarde (Ccejr)
CC Le Dourdannais en Hurepoix (Ccdh)
CC l'Orée de la Brie
Métropole du Grand Paris (T12 Grand-Orly Seine Bièvre)

➤ Un département découpé en **7 territoires d'action départemental**

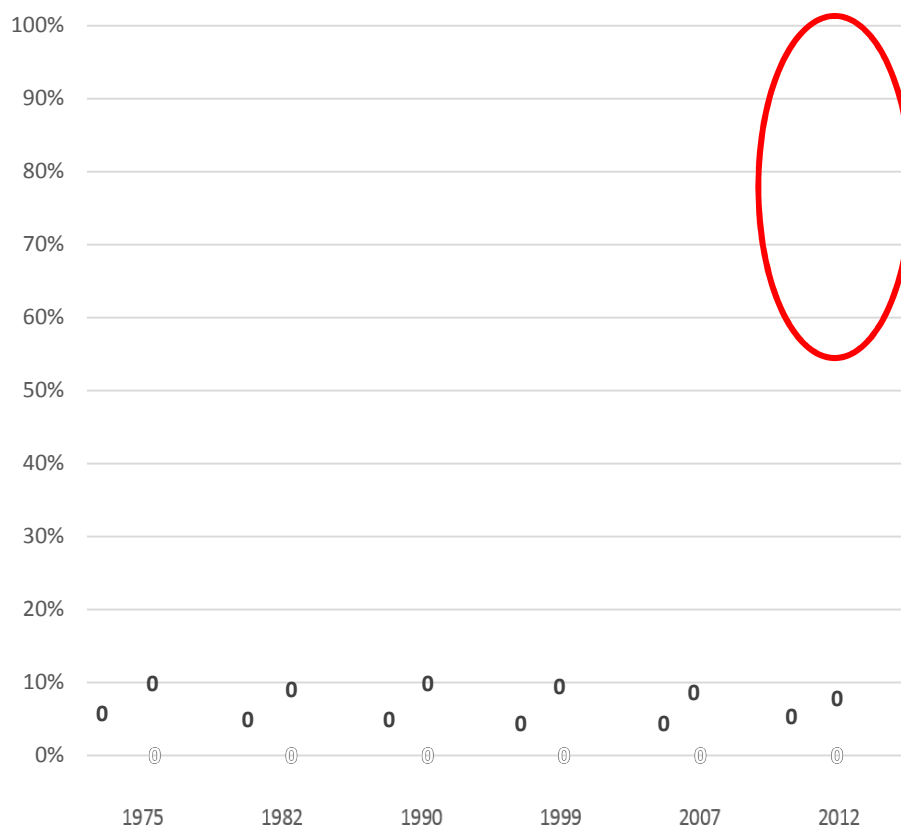
➤ Une forte **différence de densité** entre la partie Sud et le Nord du département, ce dernier profitant du rayonnement de la capitale.

Densité de population par EPCI (2013)



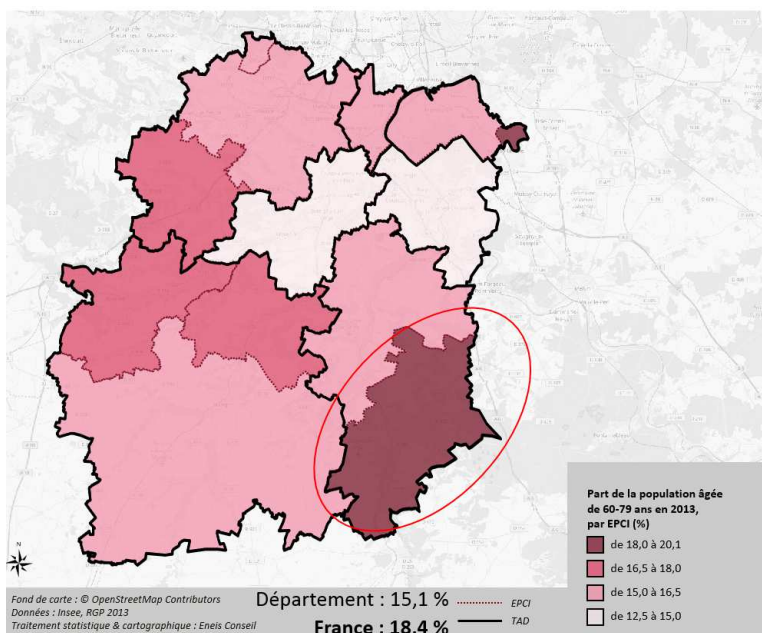
Une population plus jeune que la moyenne métropolitaine, ayant entamé son vieillissement

Evolution de la population de l'Essonne par classes d'âges décennales en proportion (1975 - 2012) :



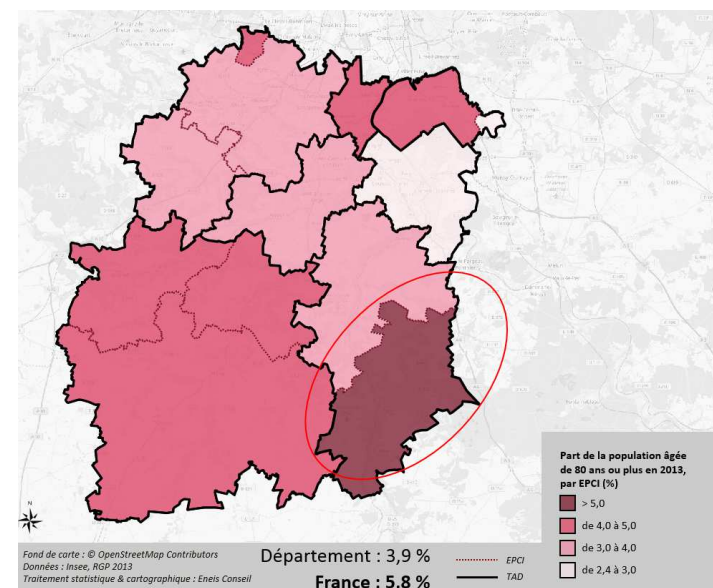
Zone géographique	0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans et plus
Paris	20%	60%	21%
Seine-et-Marne	28%	54%	18%
Yvelines	27%	53%	20%
Essonne	27%	54%	19%
Hauts-de-Seine	25%	56%	19%
Seine-Saint-Denis	29%	55%	16%
Val-de-Marne	26%	56%	19%
Val-d'Oise	28%	55%	17%
Région IDF	26%	56%	19%
France Métropolitaine	24%	52%	24%

- Des classes d'âges jeunes (de 0 à 39 ans) qui stagnent, voire décroissent depuis 1975.
- Au contraire, une part de personnes âgées qui augmente fortement
- Toutefois, une population départementale qui reste jeune au regard des moyennes régionale et nationale.

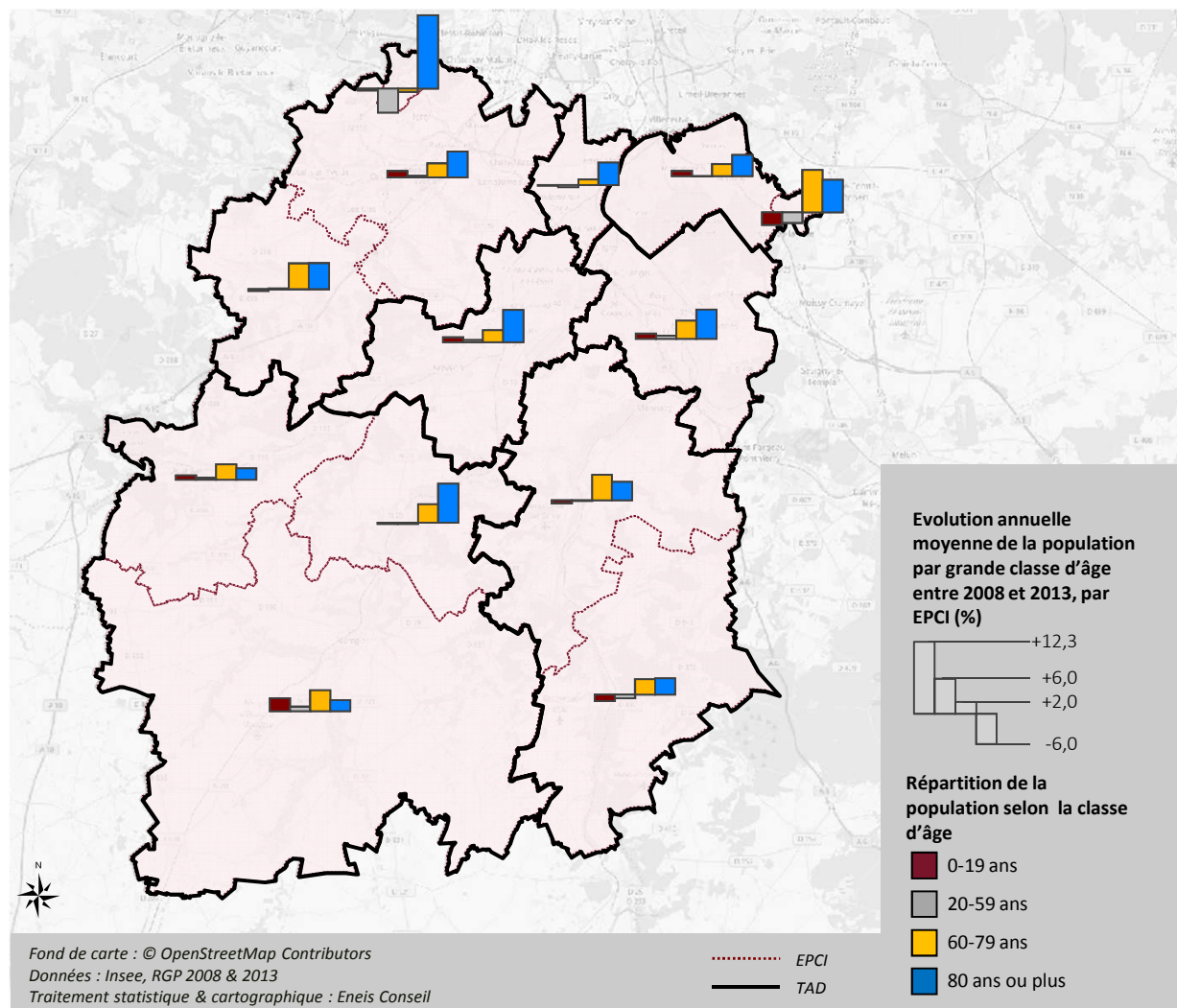


- Une part des 60 – 79 ans qui varie en fonction des EPCI mais reste relativement faible par rapport à la moyenne nationale

- Des personnes âgées de plus de 80 ans qui représentent moins de 5 % de la population sur la plupart des EPCI
- Des tendances identiques pour les 60-79 ans, avec une part des + de 80 ans plus élevée au Sud et Nord Est du département



Des tendances non homogènes au niveau infra-territorial



L'évolution moyenne de la population est relativement contrastée au sein du département :

- Une forte augmentation des **personnes âgées au Nord du département**
- Une **évolution plus importante des moins de 59 ans au Sud**



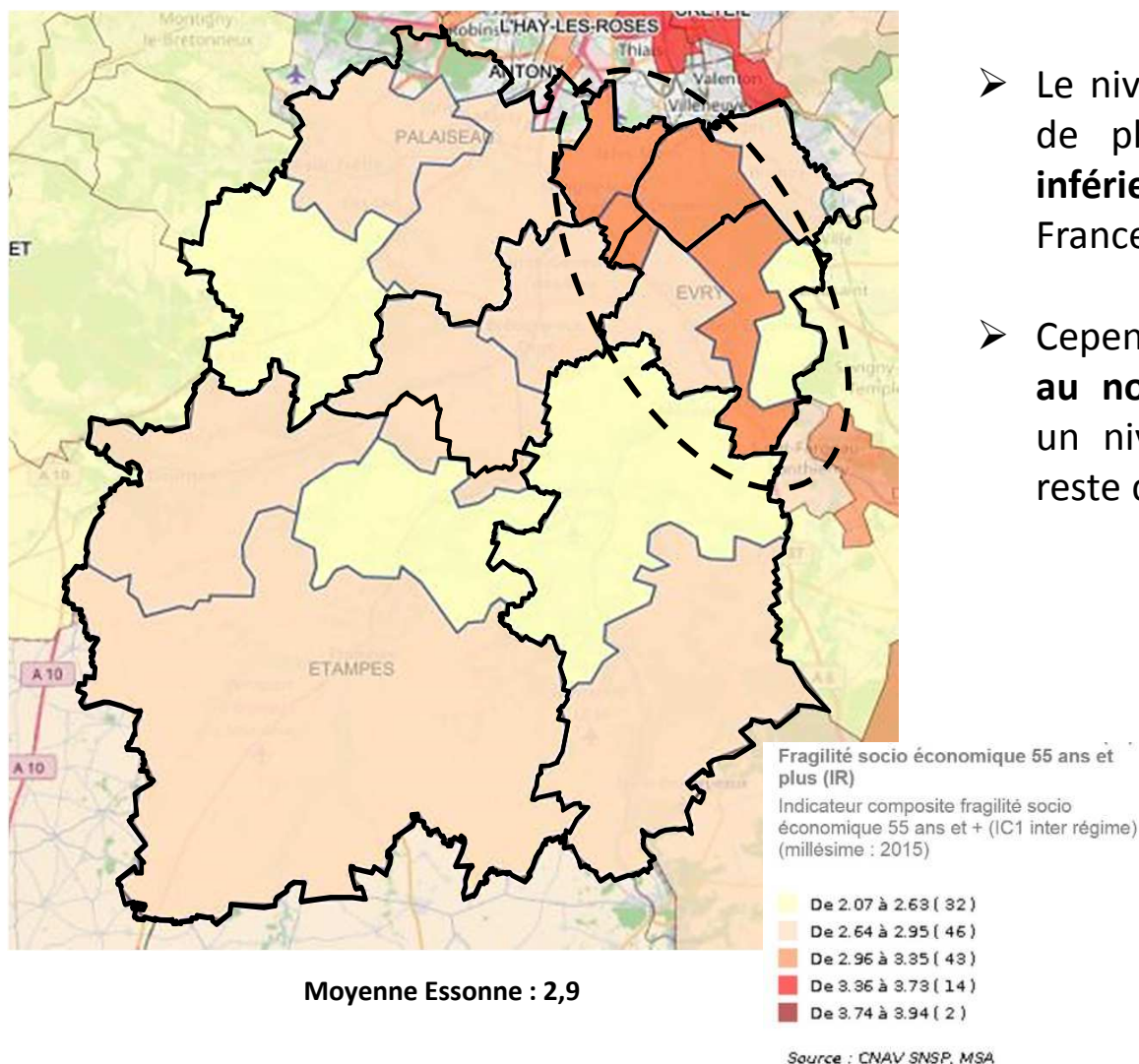
2

DIAGNOSTIC DES BESOINS DES PERSONNES AGEES DE 60 ANS ET PLUS

2.2 – Dépendance et fragilités

Un indice de fragilité des 55 ans et plus qui reste faible sur le département

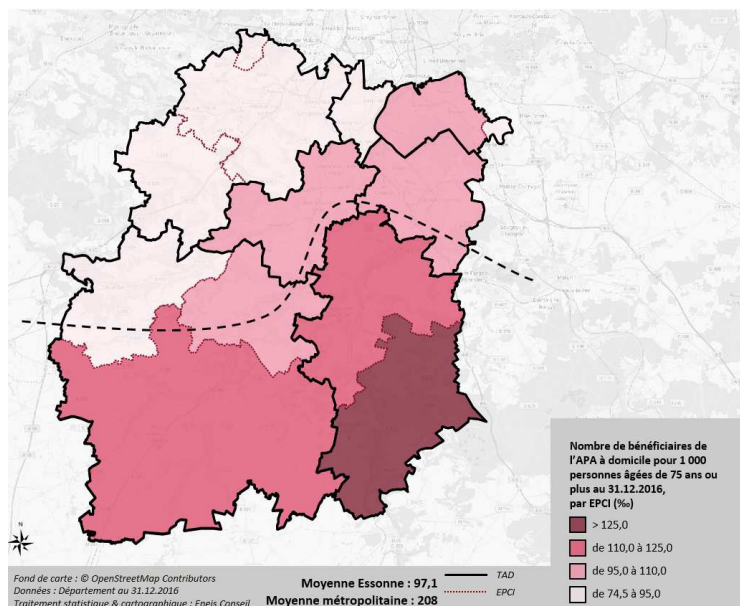
Indice de fragilité: 3 facteurs de risque de fragilité ont été retenus pour mesurer ce score de fragilité socio économique des territoires issu de l'observatoire des fragilités Grand Nord : l'âge des retraités, le bénéfice ou non d'une pension de réversion, et l'exonération ou non de la CSG.



- Le niveau de fragilité des personnes âgées de plus de 55 ans en Essonne **reste inférieur à d'autres départements** d'Ile de France, avec une moyenne à 2,9.
- Cependant, certains territoires, **notamment au nord-est du département**, présentent un niveau de fragilité élevé comparé au reste du département.

Département	Indice de Fragilité
ESSONNE	2.91
HAUTS-DE-SEINE	3.24
PARIS	3.36
SEINE-ET-MARNE	2.93
SEINE-SAINT-DENIS	3.64
VAL-D'OISE	3.08
VAL-DE-MARNE	3.29
YVELINES	2.89

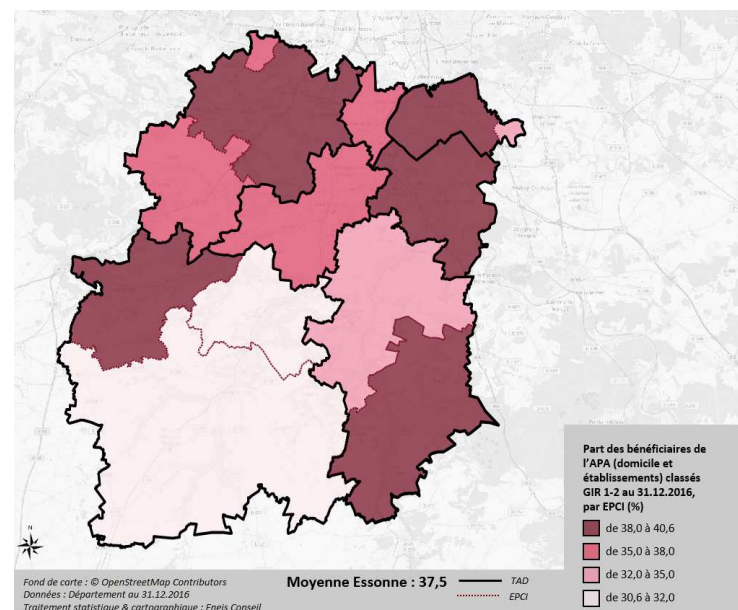
Une proportion de bénéficiaires de l'APA à domicile élevée au Sud



- Parmi les bénéficiaires APA, les personnes classées en GIR 1 ou 2 sont présents en plus fortes proportions (plus de 35 %) sur la plupart des territoires du Nord

- On constate une **proportion importante de bénéficiaires de l'APA à domicile sur le Sud du département,**
- A l'inverse, **cette proportion reste en deçà de 95% sur le nord-ouest** du département.
- Ces proportions restent toutefois nettement inférieures à la moyenne métropolitaine

Une part plus importante de bénéficiaires de l'APA fortement dépendants au Nord



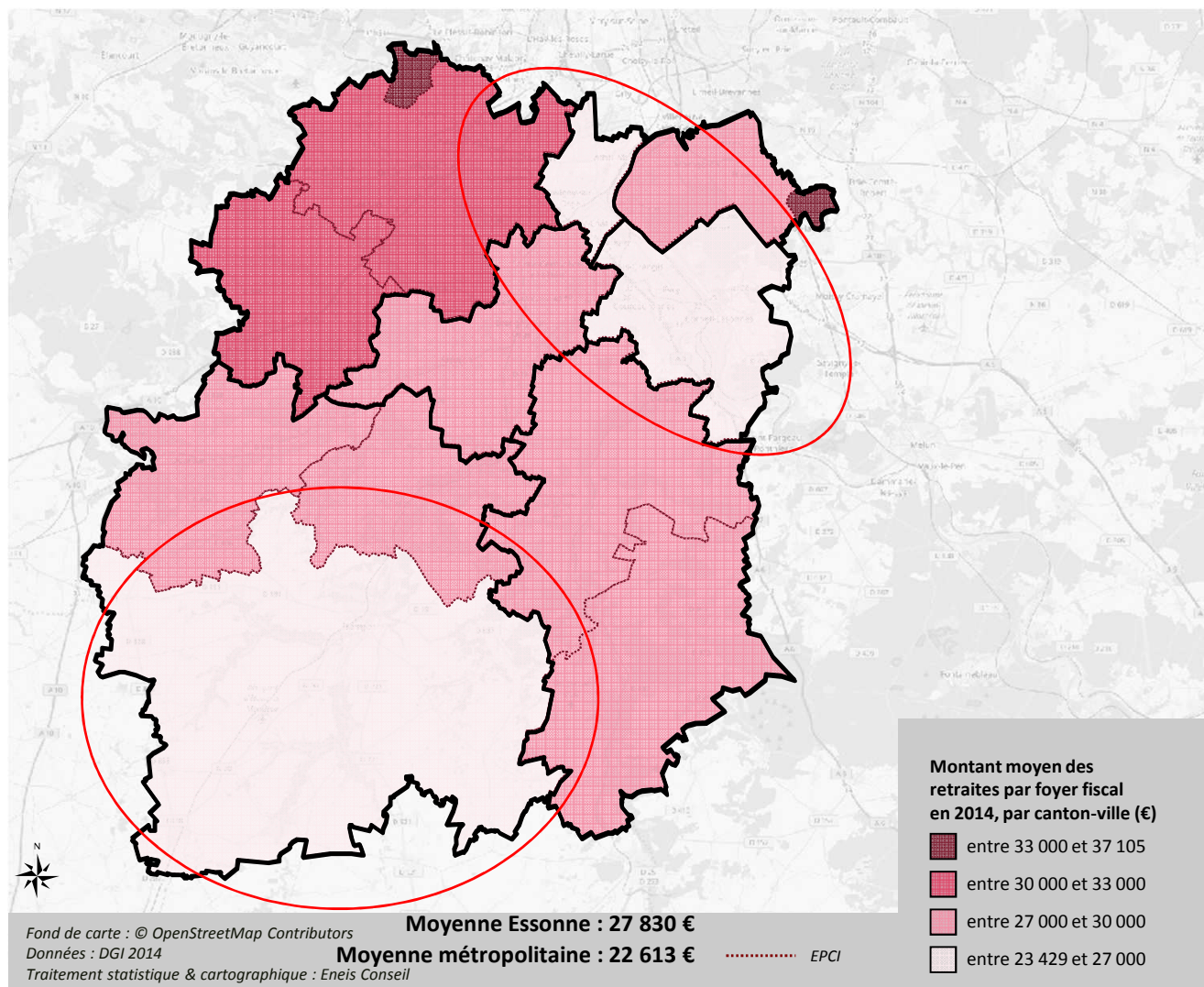


2

DIAGNOSTIC DES BESOINS DES PERSONNES AGEES DE 60 ANS ET PLUS

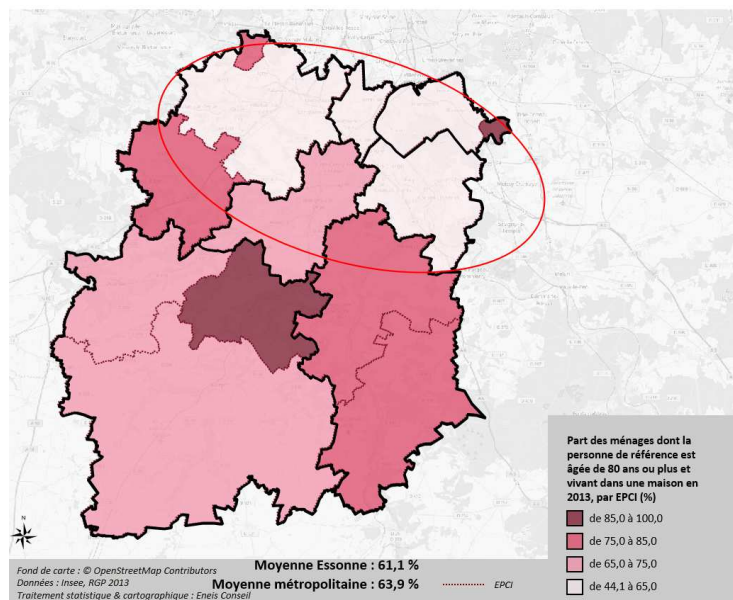
2.3 – Conditions de vie

Des disparités de revenus sur le département



- Le montant moyen des retraites **reste plus élevé en Essonne qu'au niveau national**, avec une moyenne départementale à 27 830 €.
- Il y a cependant une **nette disparité sur le territoire en termes de revenus** pour les personnes âgées

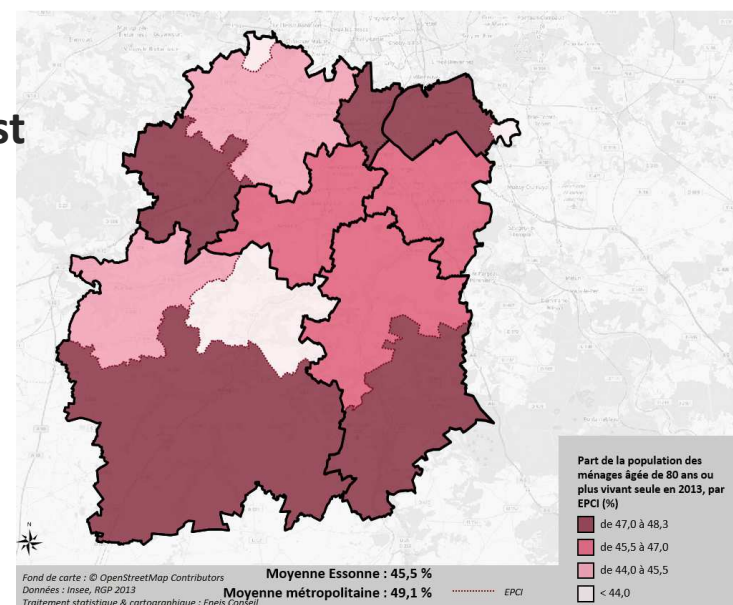
Moins de ménages de 80 ans et plus vivant dans une maison au nord du département



- Au nord du département, la part des ménages de 80 ans et plus vivant dans une maison reste plutôt faible.
- Ces proportions tendent à être plus élevées au centre et sud-est du département
- La moyenne départementale se situe légèrement en deçà de la moyenne nationale, à 61,1 % contre 63,9 % au niveau métropolitain.

Un isolement plus marqué des seniors au sud et nord-est

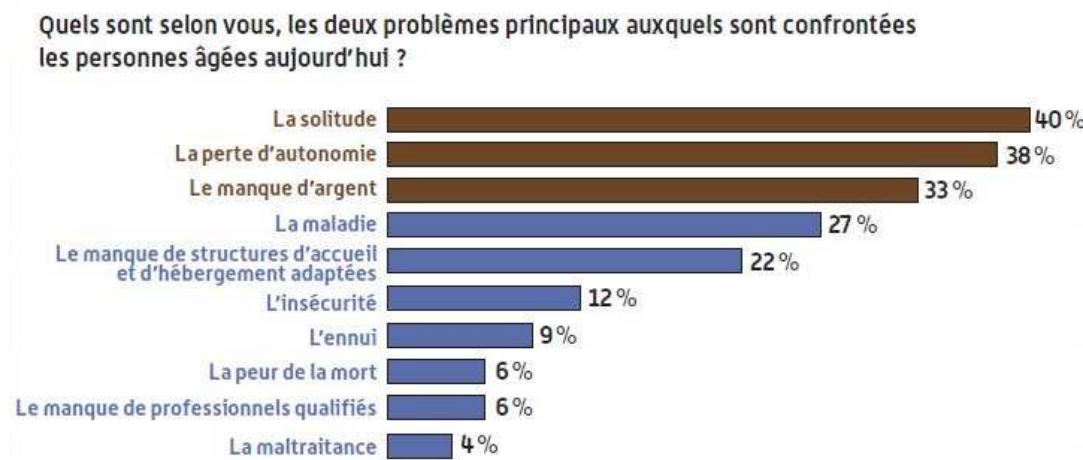
- C'est notamment dans le sud du département, que l'on compte la part la plus importante de ménages de plus de 80 ans vivant seuls (plus de 47%, légèrement inférieure à la moyenne nationale).



Des besoins soulignés par les membres de la conférence des financeurs

- Le **Sud du département** est fréquemment cité par les acteurs comme une zone prioritaire, avec des problématiques de lien social, d'isolement, ainsi que d'accès aux soins (désertification médicale)
- La **problématique du transport** et du manque de mobilité des personnes en perte d'autonomie est également soulignée – ce qui constitue un frein à la participation aux actions de prévention
- Les **aidants de personnes âgées** sont également perçus comme un public prioritaire, car vieillissant et présentant des signes d'épuisement
- Les **inégalités sociales** représentent également une problématique importante, ayant des effets sur les déterminants de santé et sur l'accès aux droits et aux soins.

Les problématiques d'isolement et de pertes d'autonomie fréquemment citées par les PA



Source : enquête menée dans le cadre du schéma Personnes Agées 2011-2016



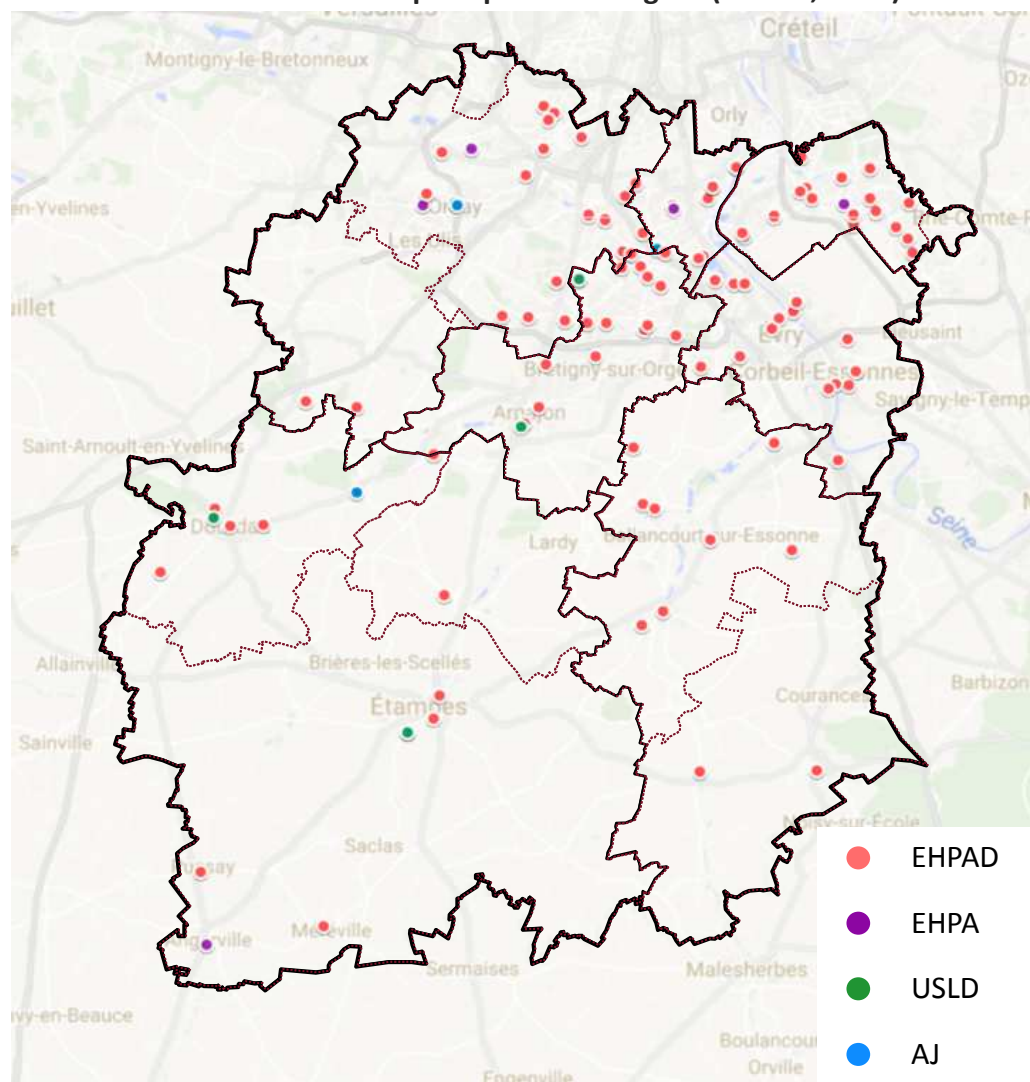
2

**DIAGNOSTIC DES BESOINS
DES PERSONNES AGEES DE 60
ANS ET PLUS**

2.4 – Offre de soins

Une offre d'accueil pour personnes âgées concentrée sur le nord-est

Etablissements d'accueil pour personnes âgées (FINESS, 2015)

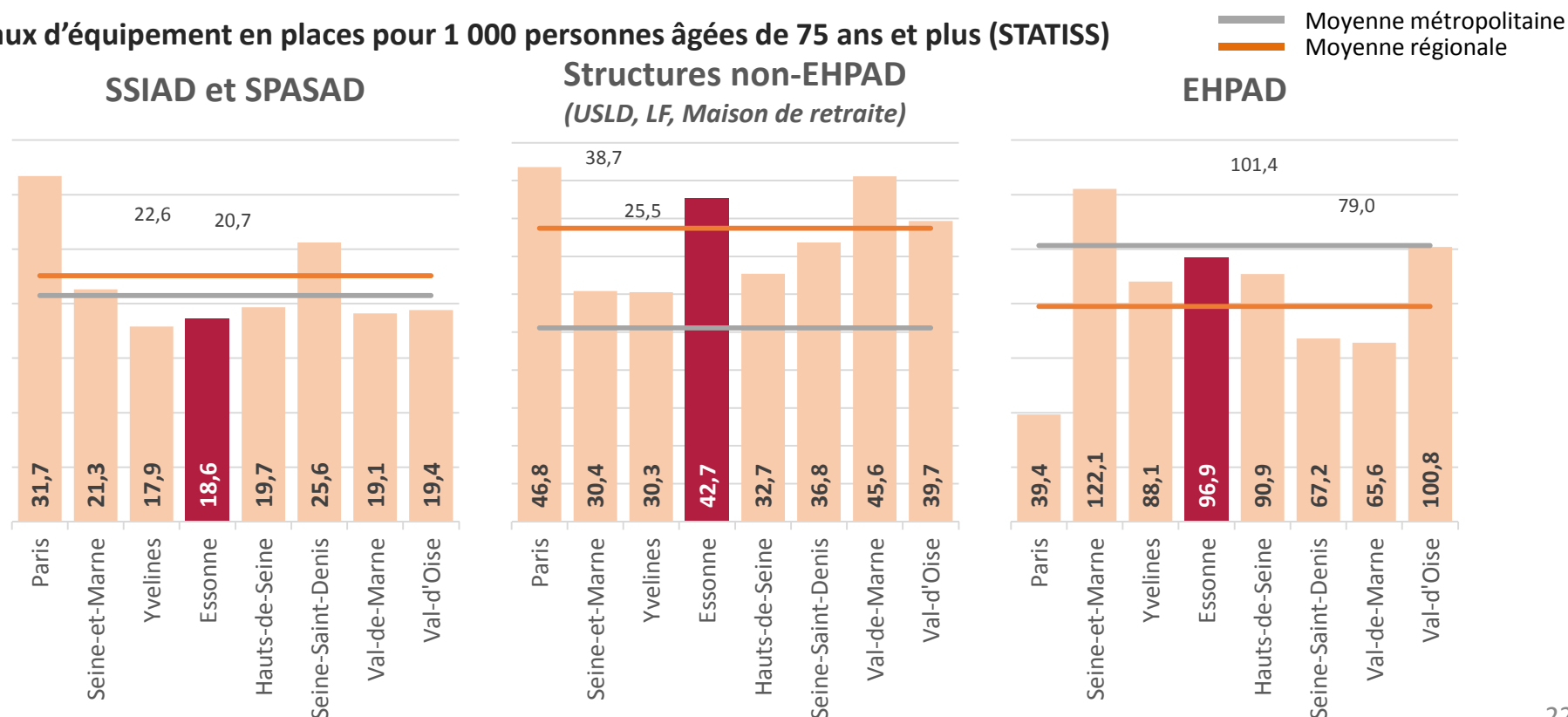


- Des établissements nettement plus nombreux au nord du département
- Une concentration doit bien évidemment être mise en relation avec la densité populationnelle sur ces zones
- Cependant, on constate également que l'offre reste **peu présente et peu diversifiée** sur des territoires présentant un vieillissement important et/ou une forte proportion de personnes âgées dépendantes, telles que la CC des Deux Vallées.

Des taux d'équipement comparables aux moyennes régionales et métropolitaines, à l'exception des SSIAD

- L'équipement du département en structures non-EHPAD est important : il dépasse les moyennes régionales et départementales (42,7 places pour 1 000 personnes de 75 ans et plus).
- Le taux d'équipement en EHPAD reste supérieur à la moyenne régionale, mais est légèrement en deçà de la moyenne métropolitaine
- En revanche, le département reste faiblement doté en places de SSIAD et SPASAD (18,6 pour 1000 personnes âgées, contre 20,7 au niveau métropolitain)

Taux d'équipement en places pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (STATISS)



3

**RECENSEMENT DES
INITIATIVES LOCALES
EXISTANTES**



Méthodologie de recueil des information et précautions de lecture

- **Enquête**

Une enquête, sous la forme d'un tableau informatique à remplir, a été envoyé à 340 acteurs (associations, CCAS, CLIC, EHPAD, SAAD), suivie d'une relance. **42 participations ont été reçues**, soit un taux de réponse d'environ 13 %. Parmi ces répondants, certains indicateurs n'ont pas été renseignés (montant alloué, nombre de bénéficiaires, etc.).

Ainsi, les résultats présentés dans ce document sont la synthèse d'informations partielles, permettant d'obtenir une situation indicative de la prévention dans le Département. **Les analyses doivent être faites en tenant compte de la non-exhaustivité des informations recensées.**

- **Entretiens**

Une dizaine d'entretiens téléphoniques ont été menés afin de préciser :

- Le contenu des actions pour les membres de la Conférence des Financeurs ;
- Les orientations des différents financeurs pour les années à venir, et ainsi recenser les pistes d'actions privilégiées.

Par ailleurs, afin de compléter le diagnostic de l'offre et des besoins de manière qualitative

- Une séance de travail avec des évaluateurs APA
- Une séance de travail avec les résidences Autonomie

Présentation des résultats globaux

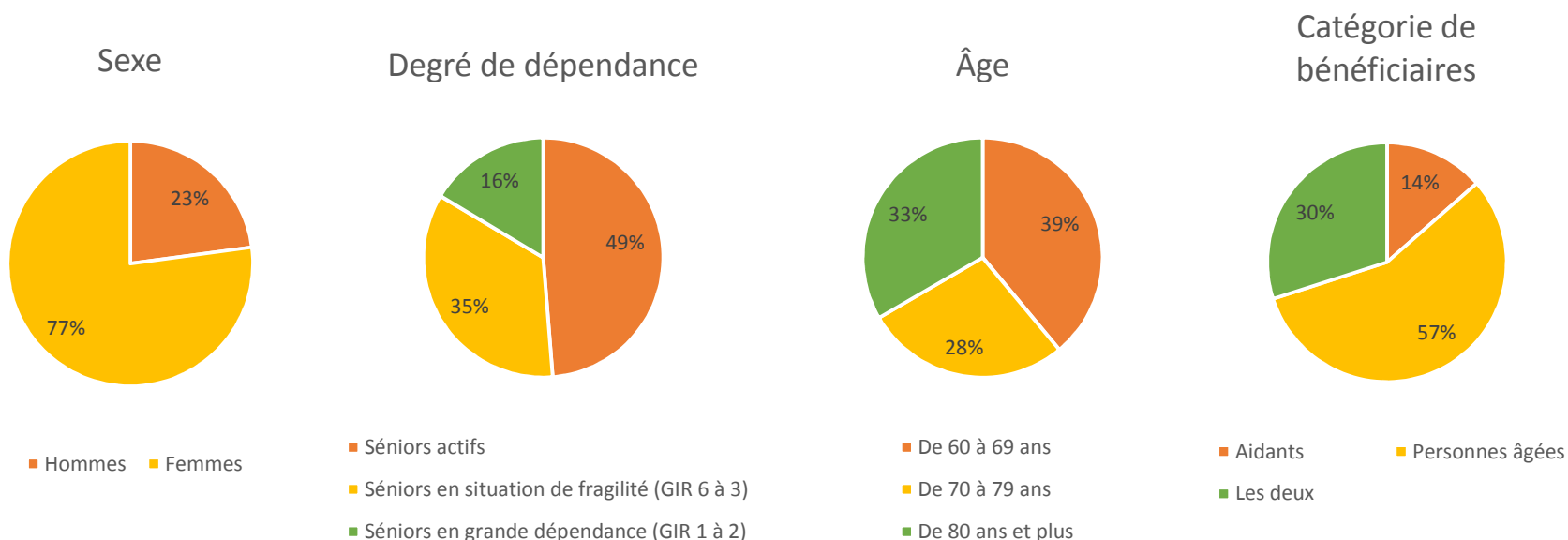
Recensement

Résultats synthétiques de l'enquête :	Nombre d'actions recensées	Montant alloué	Nombre d'actions pour lesquelles le montant alloué a été renseigné	Montant alloué moyen	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'actions pour lesquelles le nombre de bénéficiaires a été renseigné	Nombre de bénéficiaires moyen
Actions de prévention	198	1 213 506,96 €	99	12 257,65 €	17649	176	100
Nutrition	23	46 001,00 €	9	5 111,22 €	1298	23	56
Mémoire	15	36 019,20 €	7	5 145,60 €	531	15	35
Sommeil	1	725,00 €	1	725,00 €	15	1	15
Activités physiques et atelier équilibre / prévention des chutes	35	265 035,00 €	18	14 724,17 €	2078	30	69
Bien-être et estime de soi	17	57 235,00 €	7	8 176,43 €	609	15	41
Habitat et cadre de vie	8	68 247,33 €	4	17 061,83 €	269	6	45
Sécurité routière	8	5 450,00 €	3	1 816,67 €	534	7	76
Accès aux droits	14	186 390,00 €	3	62 130,00 €	1666	10	167
Vie sociale	24	351 528,79 €	17	20 678,16 €	3916	18	218
Préparation à la retraite	6	13 005,12 €	4	3 251,28 €	270	6	45
Autres actions collectives	41	163 388,62 €	21	7 780,41 €	6173	39	158
Autres hors classement	6	20 481,90 €	5	4 096,38 €	290	6	48
Aides techniques	27	1 347 308,75 €	19	70 910,99 €	6683	21	318
Aide technique inscrite à la LPPR	4	204 633,00 €	4	51 158,25 €	105	2	53
Autres aides techniques	10	673 514,75 €	8	84 189,34 €	5531	8	691
Technologie - Télésassistance	6	75 211,00 €	3	25 070,33 €	254	5	51
Technologie - Pack domotique	0	0	0	0	0	0	0
Autres technologies	7	393 950,00 €	4	98 487,50 €	793	6	132
Aidants	45	133 313,00 €	24	5 554,71 €	1693	40	42
Information	12	51 028,00 €	5	10 205,60 €	725	11	66
Formation	6	28 920,00 €	3	9 640,00 €	397	6	66
Soutien social et/ou moral	19	40 790,00 €	13	3 137,69 €	429	16	27
Prévention santé	8	12 575,00 €	3	4 191,67 €	142	7	20
TOTAL	270	2 694 128,71 €	142	18 972,74 €	26025	237	110

Le bénéficiaire type des actions : des femmes actives de moins de 70 ans

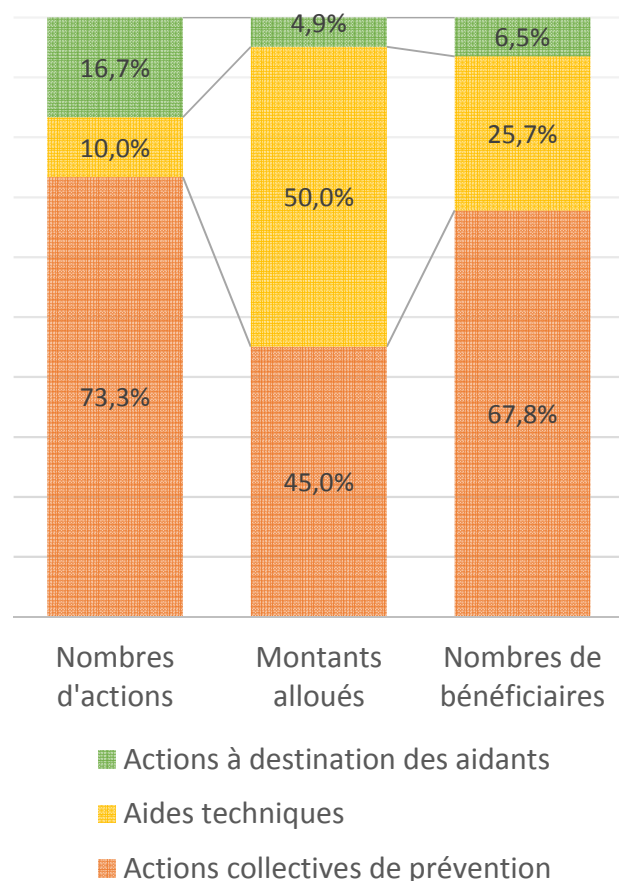
Les graphiques ci-dessous renseignent quant aux bénéficiaires des actions recensées sur le territoire :

- **Plus des trois quarts des bénéficiaires sont des femmes**, quelle que soit la catégorie d'action étudiée
- Les seniors ayant bénéficié des actions sont, pour près de la moitié, **des seniors actifs**
- Une part majoritaire de seniors bénéficiaires des actions recensées sont âgés de moins de 70 ans
- La majeure partie des bénéficiaires sont des personnes âgées.



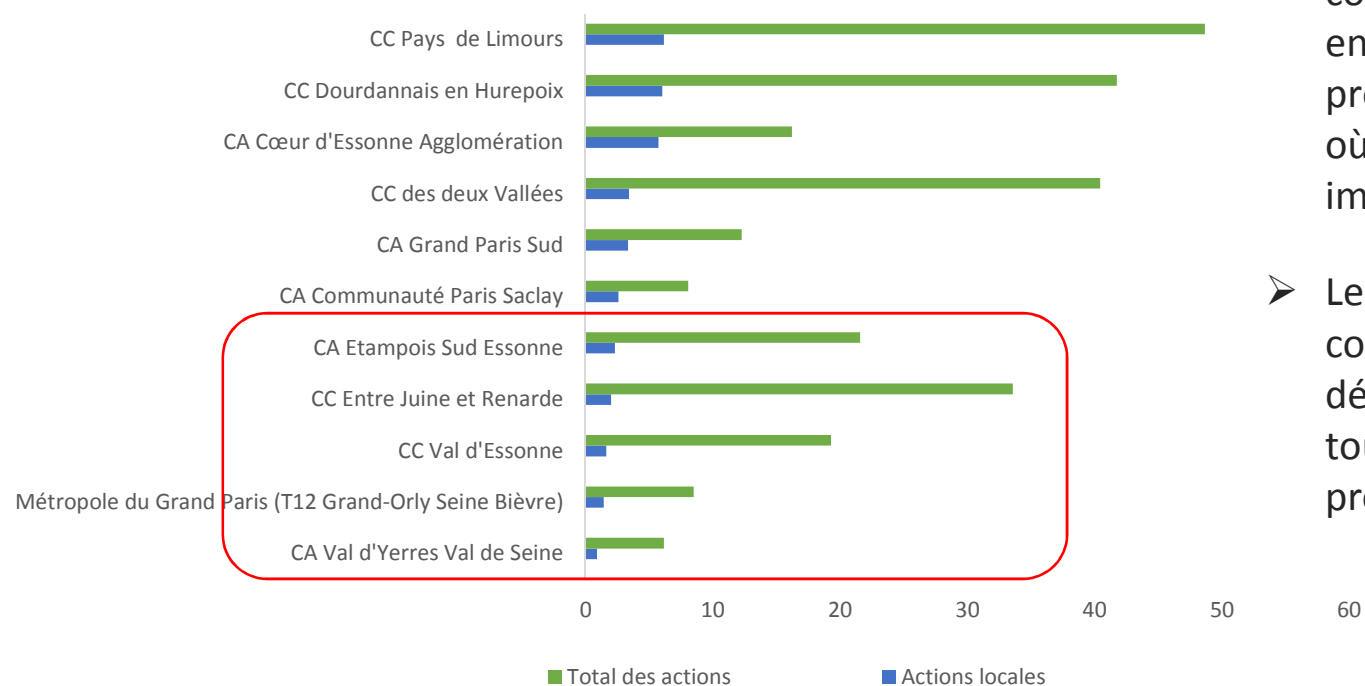
Une surreprésentation des actions collectives et peu d'actions liées aux aides techniques

Part de chaque catégorie d'action dans les résultats de l'enquête



- Une surreprésentation des actions collectives de prévention, ce qui s'explique en partie par la diversité de ce champ d'actions
- Un nombre importants de bénéficiaires des actions collectives de prévention au regard des montants alloués : il s'agit d'actions relativement peu onéreuses, mais permettant de toucher un public large
- Une **part relativement importante des montants alloués** aux aides techniques, en comparaison au nombre de bénéficiaires et au nombre d'actions recensés
- Il y a **peu de moyens** dédiés aux actions à destination des aidants

Nombre d'actions de prévention pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus

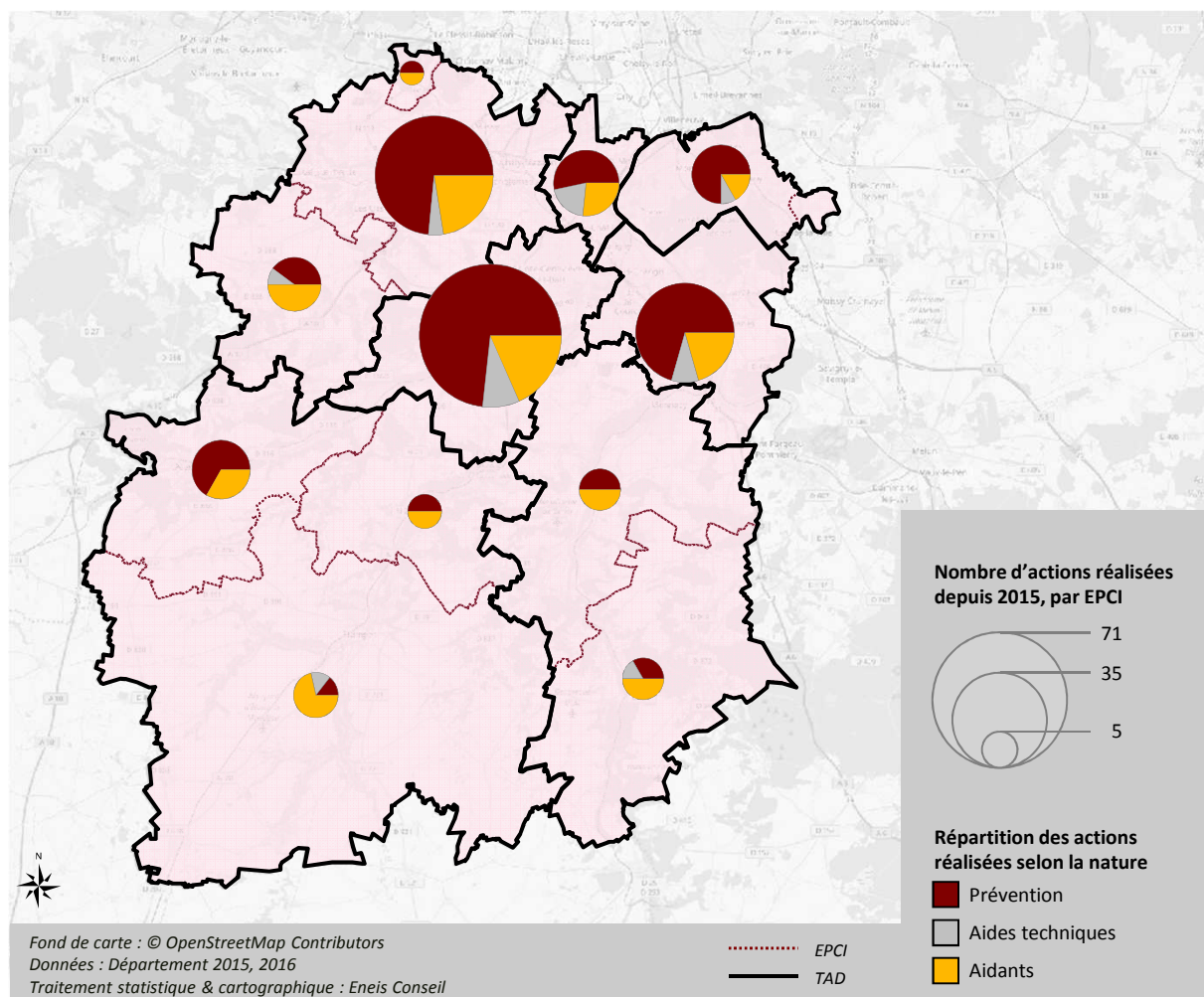


➤ Les 3 communautés de commune les mieux irriguées en matière d'actions de prévention ne sont pas celles où les besoins sont les plus importants

➤ Les communautés de commune du Sud du département sont peu touchées par des actions de prévention

Cartographie des actions infra-départementales recensées par thématique : des zones blanches en matière de prévention dans le Sud du département

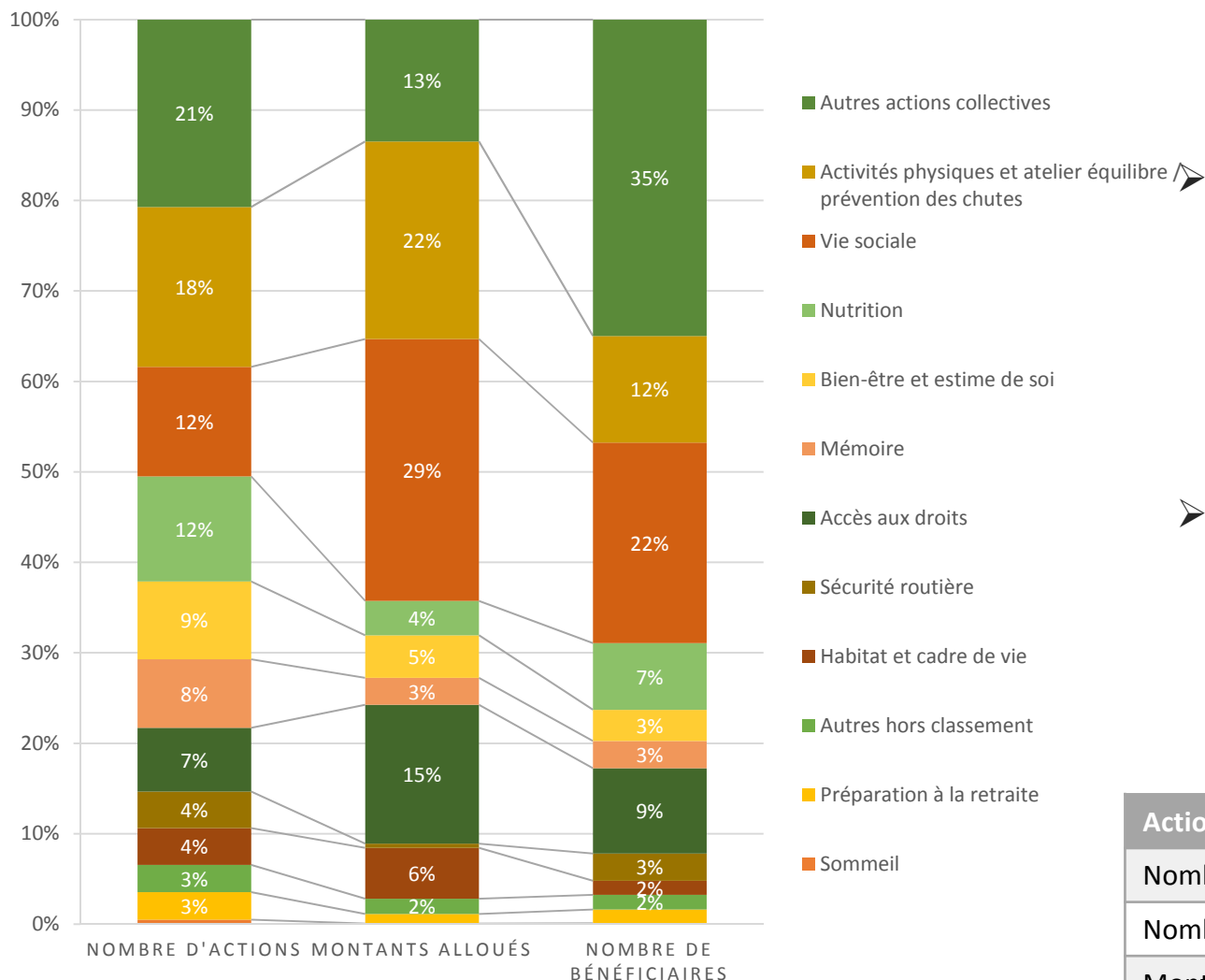
NB : Cette carte ne prend en compte que les actions non-départementales



- Une couverture importante des territoires au Nord du Département, à mettre en lien avec la démographie de l'Essonne.
- Les territoires du Sud apparaissent comme **des zones blanches en matière de prévention**, avec un nombre d'actions de prévention limité.

Part de chaque sous-thématique d'action dans la catégorie

NB : ce graphique prend en compte les actions départementales et non-départementales



➤ Une surreprésentation des actions de vie sociale au détriment des actions liées à la santé globale

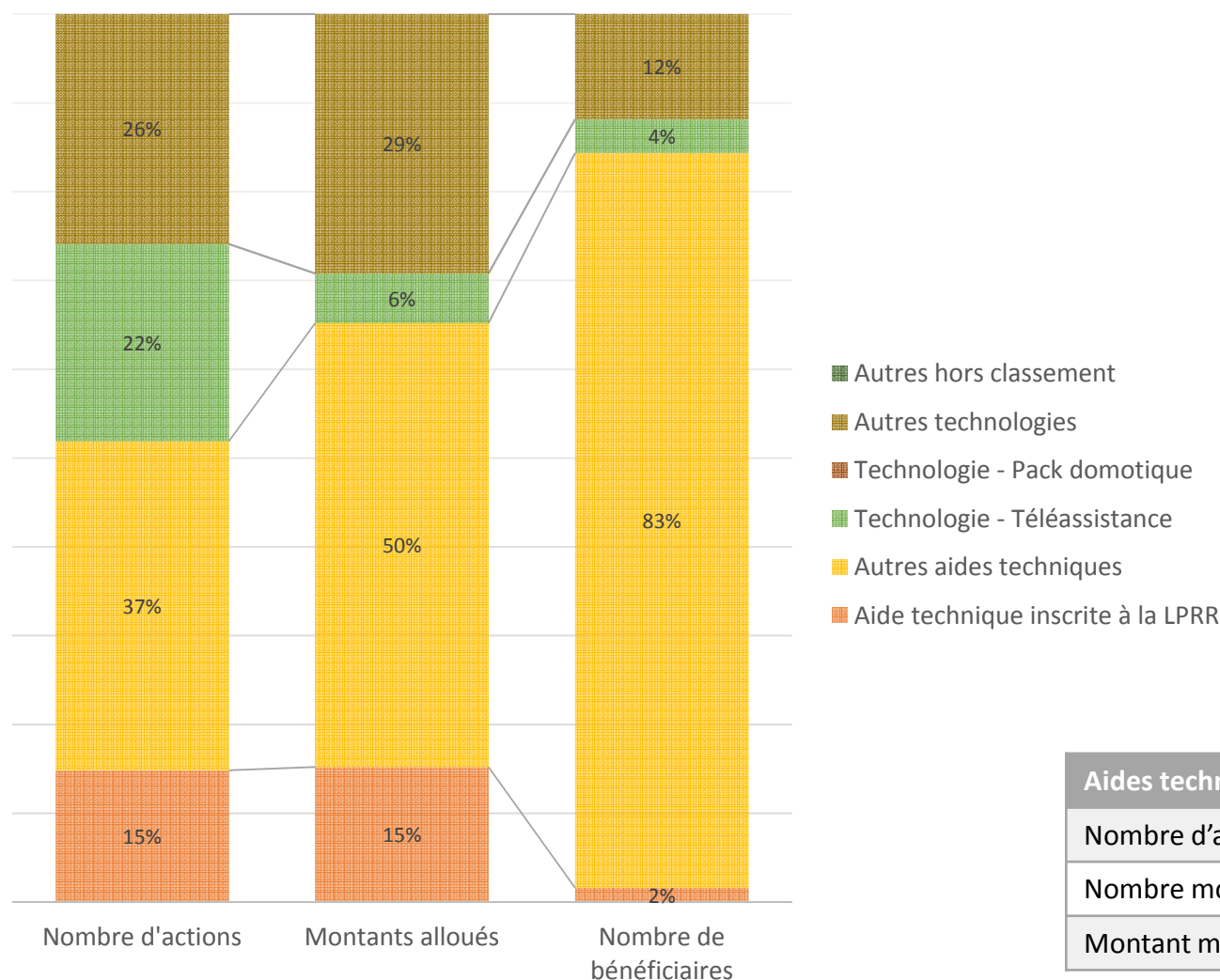
➤ Une représentation de toutes les thématiques de prévention sur le territoire, mais certaines à développer (**sommeil, préparation à la retraite**)

➤ **Des actions particulièrement peu onéreuses** sur les thématiques suivantes nutrition, mémoire, bien-être et estime de soi...

Actions collectives de prévention	
Nombre d'actions recensées	198
Nombre moyen de bénéficiaires	100
Montant moyen d'une action	12 260 €

Part de chaque sous-thématique d'action dans la catégorie

NB : ce graphique prend en compte les actions départementales et non-départementales

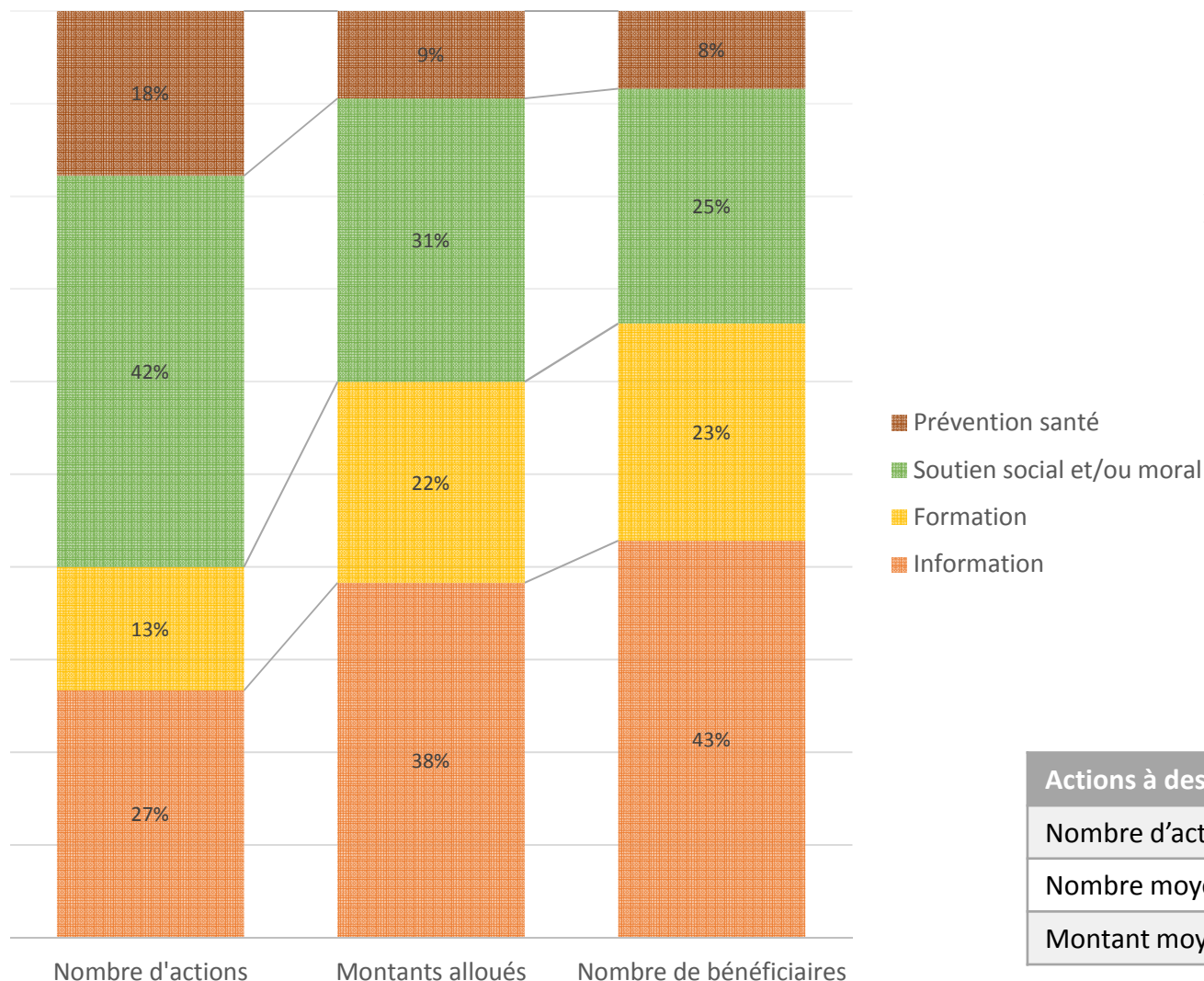


- Une surreprésentation des bénéficiaires des « autres aides techniques », due à une action de diagnostic à domicile sur demande des caisses de retraite
- Des actions présentes dans toutes les catégories à l'exception des technologies domotiques
- Une thématique encore peu investie

Aides techniques	
Nombre d'actions recensées	27
Nombre moyen de bénéficiaires	318
Montant moyen d'une action	70 900 €

Part de chaque sous-thématique d'action dans la catégorie :

NB : ce graphique prend en compte les actions départementales et non-départementales



➤ Des actions destinées aux aidants qui couvrent les 4 champs prévus par la CNSA.

➤ Le **champ de la prévention santé** apparaît comme globalement **moins investi** : 7 actions ont été recensées, pour un total de moins de 13 000 euros et 142 bénéficiaires.

Actions à destination des aidants

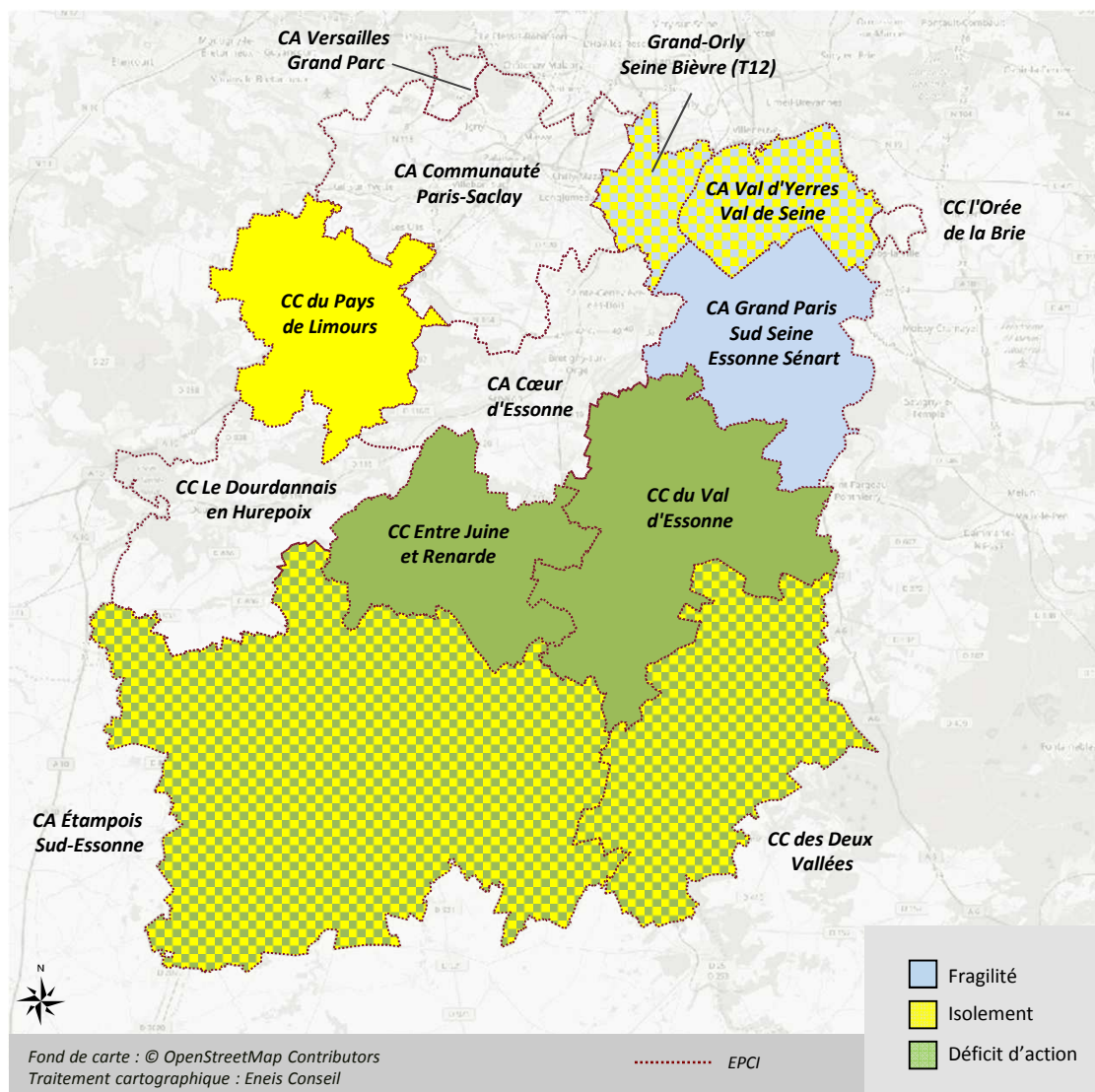
Nombre d'actions recensées	45
Nombre moyen de bénéficiaires	42
Montant moyen d'une action	5 550 €



4

SYNTHESE ET AXES PRIORITAIRES

Cartographie des EPCI du Département : **fragilité** / **isolement** / **déficit d'actions**



Au regard des résultats issus du diagnostic des besoins et de l'état des lieux de l'offre de prévention sur le territoire, cette cartographie a pour objectif de synthétiser les problématiques repérées sur le Département.

Dans sa moitié Sud, l'Essonne apparaît principalement marqué par un isolement des seniors et un déficit d'action. Ce constat est étayé par la problématique de l'accessibilité, laissant supposer une difficulté accrue pour les personnes âgées de participer aux actions qui se déroulent dans leur EPCI.

Loin de se limiter aux zones rurales, l'isolement concerne aussi la pointe Nord-Est du Département, caractérisée par une fragilité socio-économique forte pour ses seniors.

Cinq axes, destinés à couvrir la majorité des champs de prévention finançables par la CNSA, pour favoriser les propositions de projet de la part des porteurs potentiels dans un contexte d'installation de la Conférence :

☐ Trois axes articulés autour de l'avancée en âge :

- Public des « jeunes seniors » et passage à la retraite
- Améliorer la prévention sur le maintien des grands déterminants de santé
- Adaptation du logement et aides techniques prévenant ou accompagnant les pertes d'autonomie

☐ Deux axes transversaux :

- Soutien aux proches aidants
- Réduction des inégalités territoriales et sociales en matière de prévention

1. **Renforcer la prévention à destination des jeunes seniors** pour anticiper la perte d'autonomie, éviter les ruptures de parcours ou encore **l'isolement social** lié à une cessation d'activité.
2. **Améliorer la prévention sur le maintien des grands déterminants de santé des seniors**, en développant notamment la prévention santé dans son acception large : mémoire, équilibre et prévention des chutes, activité physique, nutrition... Encourager la réduction des risques en santé, en développant le repérage des pathologies du vieillissement et en diffusant les bonnes pratiques en matière de santé.
3. **Favoriser le maintien des personnes au domicile dans les meilleures conditions possibles**, par **l'allocations d'aides techniques** adaptées. Favoriser la visibilité des dispositifs existants en matière de logement pour éviter le basculement dans la grande dépendance.
4. **Travailler à la réduction des inégalités territoriales et sociales en matière de prévention**, pour réduire les zones blanches et participer au **maintien du lien social et la lutte contre l'isolement** avec les personnes les plus isolées. Développer la **prévention de proximité** par des acteurs présents sur les territoires fragiles. Prendre en compte la **question des transports** dans les actions de prévention pour faciliter l'accessibilité des personnes isolées. Cibler les actions sur les zones identifiées sur le territoire. Prendre en compte les **fragilités sociales**.
5. **Etoffer l'offre de soutien et d'accompagnement des proches aidants**, au centre des dynamiques législatives actuelles. Encourager les solutions de répit, les actions de prévention santé et les lieux d'écoute et/ou d'échanges, développer les actions dans le monde de l'entreprise.

Esforce

LE DÉPARTEMENT

— TERRE D'AVENIRS —

